

édito

Viser des modèles agricoles plus robustes, axés sur la sécurisation économique

Les filières animales ont globalement connu une bonne année 2025. Pour autant, la décapitalisation bovine se poursuit et la multiplication des épizooties met toutes les filières sous pression. Les infections et les mesures d'abattage visant à endiguer la propagation aboutissent à des situations individuelles éprouvantes. Par ailleurs, la reprise de l'offre a amorcé un retournement du marché en porc et en lait ouvrant une phase d'incertitude pour 2026.

Les filières végétales enchaînent les années difficiles. La viticulture s'installe dans la crise : non seulement le secteur est malmené par l'évolution climatique et des aléas à répétition qui affectent les récoltes – en particulier dans le sud – mais il se heurte à de réelles difficultés de commercialisation, pour partie conjoncturelles (droits de douanes US et chinois) mais aussi structurelles (recul et modification de la consommation). En grandes cultures, bien que les indicateurs techniques se soient redressés en 2025, l'équilibre économique reste tendu. La rentabilité est mise à mal par des coûts de production toujours élevés et des prix de marché sur un cycle bas.

L'enjeu est d'évoluer vers des modèles agricoles plus robustes, davantage axés sur la sécurisation économique que sur la maximisation des volumes : sécuriser le revenu, anticiper les risques (sanitaires, réglementaires, commerciaux), et piloter la création de valeur, quels que soient les secteurs de production concernés.

Il s'agit d'un côté de diversifier son système, mettre l'accent sur l'agronomie (assolement, variétés, itinéraires techniques), recourir à des modes de commercialisation et des mécanismes assurantiels qui sécurisent en partie le revenu ; de l'autre, de piloter finement les charges, de recalibrer ou repenser le système de production – notamment le niveau d'investissement et de charges de structure – pour l'adapter aux nouveaux contextes et potentiels de production et de vente.

Du côté des opérateurs des filières, au-delà des tensions conjoncturelles, l'année à venir devra permettre de consolider les trajectoires engagées et de redonner de la lisibilité économique aux exploitations, dans un environnement appelé à rester volatil.

Mélanie RICHARD,
Directrice conseil économique et métier,
Conseil national Cerfrance



sommaire



Grandes cultures :
vers un pilotage
stratégique de
la rentabilité



**Cultures
industrielles :**
volumes en hausse,
crise de rentabilité



Viticulture :
entre événements
conjoncturel
et évolutions
structurelles



Lait :
de l'euphorie
à la prudence



Bovins viande :
comment concilier
rentabilité immédiate
et pérennité de la
production ?



**Fièvre dans
la filière porcine**



**Une filière avicole
dynamique mais
soumise à des
contraintes**



01. Grandes cultures : vers un pilotage stratégique de la rentabilité

par **Mathilde SCHRYVE**, Responsable des études, Cerfrance Bourgogne-Franche-Comté

La campagne 2025 marque un tournant pour les grandes cultures françaises : après une année 2024 difficile, les rendements reviennent à des niveaux satisfaisants, mais la rentabilité reste très contrastée selon les filières. L'enjeu est d'accompagner les agriculteurs dans une transition vers un modèle plus résilient, où la sécurisation économique prime sur la maximisation de la production.

Blé tendre : un rebond technique insuffisant face à la pression mondiale

La production nationale de blé tendre atteint 33 Mt en 2025, avec des rendements proches de 7,4 t/ha et une qualité globalement satisfaisante. Pourtant, la filière ne retrouve pas de rentabilité structurelle : les cours mondiaux, tirés vers le bas par la concurrence de la mer

Noire et des Amériques, se maintiennent sous 190 €/t, alors que le prix de revient oscille entre 235 et 260 €/t (sources Cerfrance). **Malgré un retour à la normale sur le plan agronomique, la dépendance aux marchés export et la volatilité des prix maintiennent les marges dans le rouge.** L'accent doit être mis sur l'agronomie et la maîtrise des charges pour limiter l'exposition aux aléas du marché.

Maïs grain : une filière en crise, le climat accélère les remises en question

Le maïs grain subit une troisième année consécutive de marges négatives, avec un rendement national en baisse (8,75 t/ha, -0,8 q/ha vs 2024) et des prix autour de 165 €/t, insuffisants pour couvrir des prix de revient dépassant 210 €/t. Dans le Sud, le changement climatique aggrave la situation, remettant en cause la

Rendement du maïs grain (hors semences) en 2025 et évolution annuelle, par département*

Rendement national en 2025 : **85,9 q/ha**



Rendement national en 2024 : 95,5 q/ha
Évolution du rendement entre 2024 et 2025 : **-10,1 %**



Source : Agreste - SAA 2024 (définitive) et Estimations précoces de productions 2025 arrêtées au 1^{er} novembre 2025
* Estimations pour les départements ayant une superficie de maïs grain (hors semences) supérieure à 1000 ha en 2025.

01. Grandes cultures : vers un pilotage stratégique de la rentabilité

place du maïs dans les assolements. **Les céréaliers anticipent des arbitrages culturels et évaluent la pertinence de solutions alternatives** (sorgho, tournesol) ou la recherche de captation de valeur (maïs doux, semences, pop-corn...).

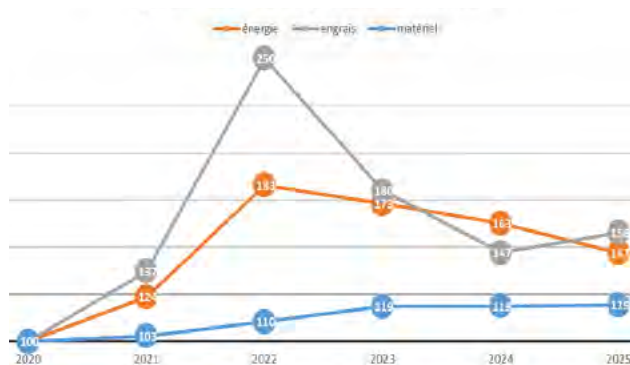
Colza et tournesol : des îlots de résilience à consolider

Le colza se distingue par des rendements élevés et des prix soutenus (470-500 €/t), permettant de dégager des marges positives malgré la volatilité des huiles végétales. En Bourgogne, le prix de revient baisse (510 €/t) grâce à des rendements exceptionnels, tandis que le tournesol offre des marges comparables dans le Nord, avec un moindre besoin en trésorerie. L'enjeu sera de maintenir un niveau technique élevé et une rotation longue pour gérer les ravageurs d'automne. Dans le Sud, en revanche, les résultats restent mitigés, soulignant l'importance d'une analyse fine des coûts par région.

Charges : une accalmie relative, mais un niveau structurellement élevé

Après la flambée de 2022-2023, 2025 apporte une stabilisation des coûts, mais à un niveau qui restera haut. Les engrais azotés, après un recul de 40 % entre 2023 et 2025, risquent de repartir durablement à la hausse sous l'effet des sanctions sur les engrais russes et du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. L'énergie, en baisse de 20 % sur les 3 dernières campagnes, reste un poste de vigilance, notamment avec la suppression progressive de l'avantage fiscal sur le GNR prévue en 2026 et l'impact du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. La priorité : renforcer les pratiques d'efficacité et de sobriété, et anticiper l'impact des futures régulations (carbone, pesticides).

Indice du prix d'achat des moyens de production (base 100 = 2020)



Source : Agreste

Transition économique : vers un pilotage du risque et de la valeur

Face à un cycle baissier des cours mondiaux et à des charges élevées, la rentabilité dépendra de plus en plus de la contractualisation, du choix variétal adapté au risque climatique, et de l'anticipation des régulations. Les filières s'engagent dans des trajectoires de transition (réduction des intrants, décarbonation), créant à la fois des contraintes et de nouveaux leviers de rémunération (valorisation des co-bénéfices environnementaux). L'enjeu est de basculer vers une logique de pilotage stratégique des risques et des débouchés, plutôt que de maximisation des volumes.

La campagne 2025 confirme la nécessité de faire émerger un nouveau modèle pour les grandes cultures françaises, où la sécurisation économique prime : optimisation fine des charges, diversification des débouchés, et anticipation des évolutions réglementaires. La transition est en marche, et ceux qui sauront en faire un levier de différenciation seront les mieux armés pour affronter les défis à venir.

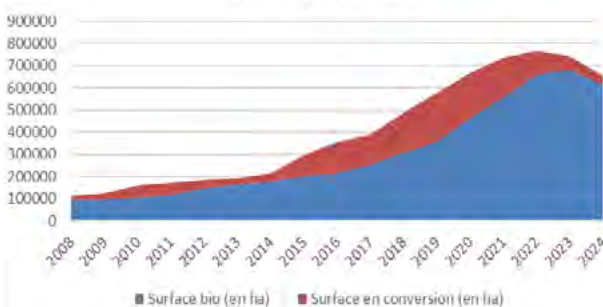
01. Grandes cultures : vers un pilotage stratégique de la rentabilité

Grandes cultures biologiques : une dynamique contrastée mais encourageante en 2025

Malgré une baisse des surfaces engagées au niveau national en 2024 soit 10,1 % de la SAU totale (-2 % par rapport à l'année précédente) 110 000 ha en moins depuis 2021, la consommation repart à la hausse en 2025, portée par le regain d'intérêt pour les produits bio et par la croissance soutenue des magasins spécialisés, dont les ventes progressent de plus de 8 % tandis que la grande distribution continue de perdre des parts de marché (+0,4 % de CA tous circuits GMS en 2025).

En 2024, le marché bio français a atteint environ 12,2 milliards d'euros de consommation alimentaire à domicile, soit une croissance de +0,8 % par rapport à 2023, après deux années de baisse.

Évolution des surfaces Grandes cultures bio



Les marchés demeurent toutefois hétérogènes : les GMS restent en retrait, tandis que des enseignes comme Biocoop affichent une relance solide avec +8,5 % de ventes en 2024 et une progression attendue de +7,5 % en 2025.

Du côté de la production, les filières fourragères et protéiques restent sous tension, en raison d'une baisse marquée des récoltes en 2024. Les marchés du maïs et du tournesol bio demeurent très demandeurs, ce dernier se situant entre 650 et 750 €/t selon les disponibilités. Le soja bio destiné à l'alimentation humaine continue de se distinguer comme une filière contractuelle particulièrement rémunératrice, entre 700 et 800 €/t, soutenue par une demande régulière et des exigences de qualité élevées.

Dans les régions au nord de la Loire, les systèmes ayant atteint une cohérence agronomique et la maîtrise de leurs débouchés (contrat, circuits locaux) ont réussi à passer les 3 années de crise. En 2025, ils devraient retrouver des résultats plus satisfaisants. Dans le Sud, les rendements sont pénalisés par le bouleversement climatique (sécheresse, excès d'eau, ravageurs...) générant de fortes disparités de rentabilité.

Pour 2026, les leviers sur lesquels s'appuyer résideront dans le renforcement de la contractualisation, la sécurisation des débouchés et l'adaptation des itinéraires techniques pour garantir la qualité requise par les filières. La réussite du bio passe désormais par une meilleure adéquation entre l'offre et la demande, la consolidation des filières régionales et une valorisation des co-bénéfices environnementaux auprès des consommateurs, afin de soutenir durablement une filière encore fragile, mais en pleine reconquête ●

02. Cultures industrielles : volumes en hausse, crise de rentabilité



par **Loïc PAILLARD**, Consultant, PERIG

En 2025, les cultures industrielles françaises retrouvent des volumes, mais voient leur rentabilité fragilisée. Chute des prix, dépendance à l'export et incertitudes industrielles imposent de sécuriser les débouchés et de renforcer la valeur ajoutée nationale.

Betteraves : des récoltes dynamiques, des marchés sous tension

La campagne 2025-2026 s'annonce contrastée pour les cultures industrielles. Les betteraves enregistrent un rendement solide (91 t/ha à 16°), malgré une jaunisse virale encore active et localement pénalisante. Mais **le contexte économique se dégrade nettement** : le prix retombe à 30 €/t après deux années

exceptionnelles, tandis que la baisse des surfaces (-3 %) et la concurrence du sucre ukrainien assombrissent les perspectives. Saint Louis Sucre a annoncé une baisse de 25 % des surfaces contractualisées pour 2026, soit 8 000 ha en moins. De leur côté, Tereos et Cristal Union appellent à la prudence pour 2026 en maintenant les surfaces.

Dans les bassins traditionnels, la culture est fortement imbriquée dans des rotations dominées par les céréales à paille. En cas d'arrêt ou de réduction, le retour vers le blé ou l'orge apparaît comme la solution la plus immédiate, au risque de déséquilibrer les assolements et d'accentuer la pression sur les marchés céréaliers. D'autres pistes existent – colza, maïs, protéagineux, voire pommes de terre – mais elles supposent des investissements, de l'irrigation ou une prise de risque accrue.

Les cours du sucre (prix mondial du sucre blanc en €/t) (1^{er} terme)



<https://www.labetteraveoncroit.fr/suivre-les-marches/>

02. Cultures industrielles : volumes en hausse, crise de rentabilité



Pommes de terre : la mécanique de la surproduction

La pomme de terre connaît une situation similaire, mais plus brutale. Avec 8,5 millions de tonnes récoltées et des surfaces en hausse continue (+25 % depuis 2023), **la filière affronte une surproduction inédite**. Les prix se sont effondrés, en particulier sur le segment industriel où certains lots non contractuels ont été écoulés à 0 €/t. À l'inverse, **la filière féculière s'en sort mieux** avec des rendements en hausse (26,5 t/ha), une richesse en amidon de 17 %, et un prix de base revalorisé à 105 €/t. Le marché du frais résiste davantage grâce à la grande distribution et à l'exportation, mais reste sous pression avec des prix inférieurs à 2024.

L'Union nationale des producteurs de pommes de terre (UNPT) alerte sur une crise de l'abondance et appelle à réduire les surfaces en 2026, à faire respecter les contrats et à diversifier les débouchés, faute de quoi la filière pourrait durablement s'enliser dans une spirale de prix destructeurs.

Lin textile : une demande forte, une offre sous-dimensionnée et instable

Le lin textile présente un visage encore différent. La France conserve une position dominante, représentant près de 60 % de la production mondiale. La demande progresse depuis plus d'une décennie, portée par l'essor des fibres naturelles et des attentes environnementales. Pourtant, malgré l'augmentation des surfaces, l'offre peine à suivre, ce qui a provoqué de fortes tensions sur les prix entre 2023 et 2024.

La flambée des cours – de 4 €/kg à plus de 10 €/kg pour les fibres longues – a profondément déstabilisé le marché. Certaines marques ont réduit ou suspendu leurs achats, faute de visibilité. En 2025, les prix se replient vers des niveaux plus modérés, mais la confiance reste fragile. La dépendance à l'export, notamment vers l'Asie pour la filature, accentue cette vulnérabilité. Les investissements engagés pour relocaliser une partie de la transformation visent précisément à sécuriser la valeur ajoutée et à lisser les à-coups de marché.



02. Cultures industrielles : volumes en hausse, crise de rentabilité

Maïs doux : une stabilité relative sous contrainte de coûts

En 2025, le maïs doux reste une culture industrielle relativement sécurisée. Les surfaces sont globalement stables et fortement liées aux contrats avec les industriels de la conserve et du surgelé. Dans le Sud-ouest, les surfaces étaient en chute (-25 %) avec la baisse des achats des produits en conserve. Les rendements sont corrects, sous réserve d'irrigation et d'un pilotage précis de la récolte.

Économiquement, la contractualisation offre de la visibilité, mais la hausse des charges (eau, énergie, main-d'œuvre) réduit les marges.

À ces contraintes s'ajoute **une pression accrue des importations de maïs doux chinois en conserve**. Après une plainte déposée fin 2024, la Commission européenne a reconnu l'existence de pratiques de dumping causant un préjudice significatif aux producteurs et transformateurs européens. Des **droits antidumping** sont attendus début 2026 pour une durée de cinq ans.

Pour la filière, ces mesures constituent un signal fort, susceptible de restaurer des conditions de concurrence plus équitables, mais elles n'effacent pas les fragilités économiques de fond.

« La performance agronomique ne suffit plus à garantir la compétitivité des filières industrielles françaises. »

Cultures légumières industrielles

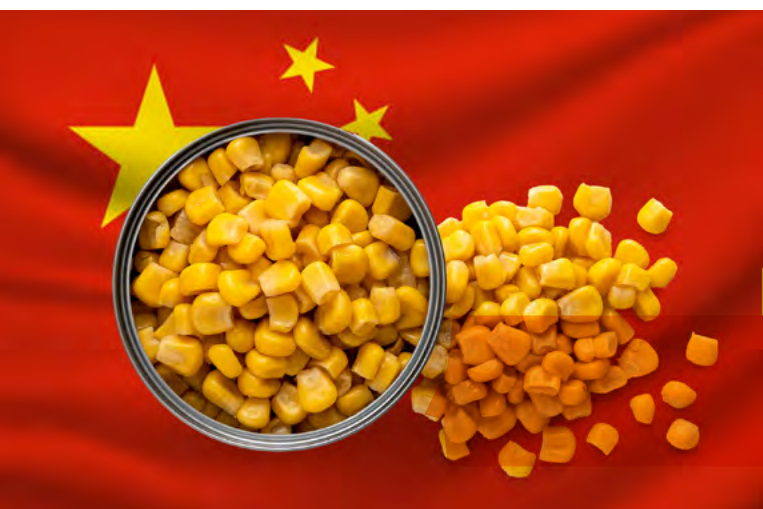
Les **haricots, épinards et pois de conserve** reposent sur des surfaces limitées et des cahiers des charges exigeants.

En 2025, la demande industrielle reste soutenue, offrant des débouchés relativement stables. Toutefois, les rendements sont sensibles aux aléas climatiques et la rentabilité demeure fragile face à la hausse des coûts. **Ces cultures constituent avant tout des leviers de diversification et de sécurisation partielle, plus que des moteurs de marge élevée.**

En conclusion, il importe de sécuriser la valeur ajoutée

La campagne 2025 confirme une leçon majeure : **la performance agronomique ne suffit plus à garantir la compétitivité des filières industrielles françaises**. Sans renforcement des capacités de transformation sur le territoire, les cultures continueront de subir l'instabilité des marchés mondiaux.

Innovation, maîtrise des coûts, diversification industrielle et relocalisation des débouchés apparaissent comme les conditions clés pour stabiliser les revenus et consolider la place de la France sur les marchés internationaux. ●



03. Viticulture : entre événements conjoncturels et évolutions structurelles

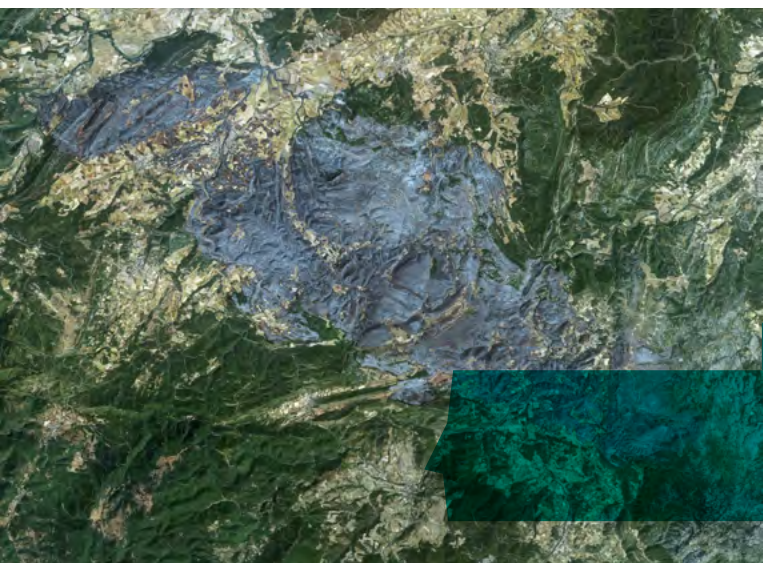


par **Cécile GRANIER-ALMAYRAC**, *Conseillère d'entreprise, Cerfrance DP*

Estimée autour de 36 Mhl, la vendange est proche de la petite récolte 2024. Côté qualité, 2025 sera au rendez-vous : consolation douce-amère pour une filière prise en étau. Entre accidents climatiques, conjoncture économique tendue et évolutions structurelles profondes, les modèles historiques sont remis en question.

Vendanges 2025 : de la qualité mais peu de volume

Les vignobles méridionaux enregistrent dans l'ensemble une récolte inférieure à 2024, du fait d'un été sec voire caniculaire comme dans le Gers, la Dordogne ou la Vallée du Rhône. En Languedoc, les incendies de l'Aude ont, en plus, ravagé près de 1000 ha. Le Beaujolais a aussi souffert avec une baisse de plus de 20 %.



Les dégâts de l'incendie de l'Aude (image acquise par le satellite SPOT 6 le 7 août 2025).

Les vignobles plus septentrionaux s'en sortent mieux avec des récoltes en légère hausse, comme dans le Cognac, en Champagne, et dans le Muscadet ou encore en Bourgogne où la hausse est même significative par rapport à la très petite récolte 2024.

Enfin, dans de nombreuses appellations, les volumes sont comparables à 2024 : en Anjou-Saumur, Provence, ainsi que dans le Bordelais, et ce malgré 10 000 ha arrachés.

Si les volumes sont décevants pour certains, tout le monde s'accorde à dire que 2025 sera un millésime très qualitatif, voire exceptionnel, malgré certaines hétérogénéités.

Conjonctures climatique et économique mettent les entreprises sous pression

Le dérèglement climatique et les chocs répétés, pèsent sur les rendements qui s'éloignent des moyennes historiques. Malgré cela, les stocks demeurent souvent excédentaires en raison du ralentissement des ventes. Ceci est particulièrement vrai là où la part de rouge est importante, ainsi que pour les rosés tendres en Anjou, ou le Cognac. À l'inverse, certaines AOP blanches comme le Muscadet annoncent des stocks historiquement bas.

Les ventes sont affectées à la fois par le recul de la consommation nationale de vins et par les difficultés à l'export sous l'effet des pressions commerciales et géopolitiques. Ainsi, la hausse des droits de douane américains entraîne un risque sur le CA export, qui touche notamment

03. Viticulture : entre événements conjoncturels et évolutions structurelles

la Bourgogne, et le Cognac très tournés vers ce marché. Les acteurs cherchent donc à diversifier leurs circuits pour réduire leur dépendance aux USA.

Des caves coopératives sont en grandes difficultés et ne peuvent pas toujours solder les récoltes. De nombreuses exploitations manquent de trésorerie. Les procédures collectives et cessations ont sensiblement progressé dans le Sud-Ouest. Les exploitations résilientes sont notamment celles qui ont innové, développé un réseau et travaillé la commercialisation.

Les évolutions structurelles questionnent la viabilité des modèles économiques

Au-delà des événements conjoncturels, les tendances structurelles se poursuivent et de nouveaux enjeux apparaissent pour la filière.

La transformation de la consommation se poursuit : baisse des volumes et hausse du nombre de non-consommateurs, même si l'attachement culturel au vin demeure fort. La consommation se ritualise et la modération s'installe comme norme sociale. Pour le rouge, qui reste associé au repas, la baisse des ventes se confirme dans tous les bassins. Blanc et rosé gagnent du terrain, surtout à l'apéritif et chez les jeunes adultes.

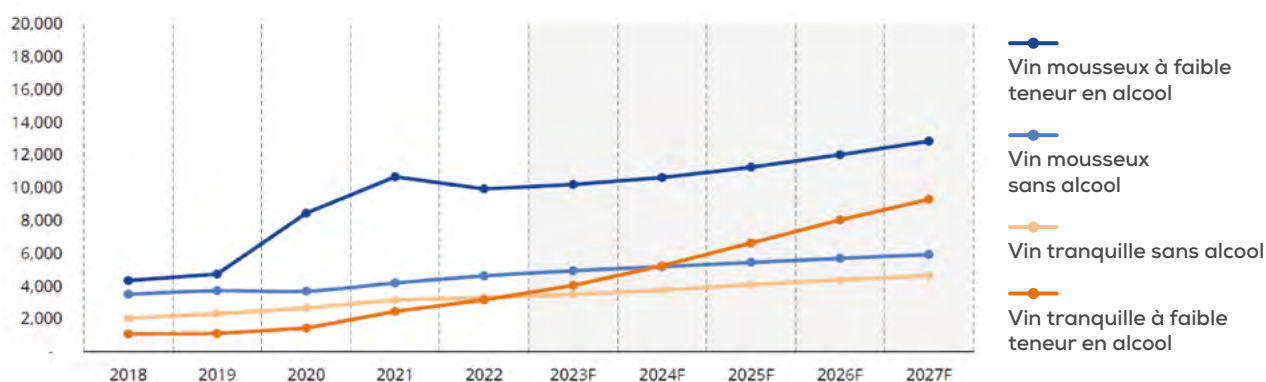
La gestion des risques devient clé pour renforcer la robustesse des entreprises face aux chocs géopolitiques et surtout aux aléas climatiques de plus en plus fréquents et divers (gel, sécheresse, excès d'eau...), particulièrement dans le Sud-Ouest. L'adaptation des exploitations est nécessaire. Des évolutions vers la viticulture de précision, mais aussi des décisions stratégiques comme l'arrachage de certaines parcelles, l'utilisation de nouveaux clones ou cépages, la mise en place d'irrigation, etc. sont étudiées au cas par cas.

La premiumisation progresse avec le « moins, mais mieux » : les consommateurs privilégient les AOP, les cuvées identitaires, les « expériences » qualitatives. Y répondre peut consister à renforcer les gammes premium et les cuvées de terroir, tout en gardant des produits plus accessibles.

Les attentes citoyennes en matière de transition écologique s'accroissent : approches agroécologiques et packaging écoresponsable deviennent des critères d'achat. Travailler ce sujet, mesurer ses impacts et mettre en avant les labels, bilan carbone ou démarches écologiques, peut permettre de se différencier.

Le segment du low/no alcool s'installe durablement, porté par des usages santé/ bien-être et de nouvelles occasions de consommation. Explorer la production de vins faiblement ou non alcoolisés sans dégradation de la qualité peut permettre de capter ces nouveaux usages.

Croissance des ventes de vin sans ou à faible teneur en alcool
Caisses de 9 litres (en millions)



Sources : IWSR. Sur un total de 8 pays : Allemagne, Australie, Canada, États-Unis, Japon, Royaume-Uni, France et Espagne

03. Viticulture : entre événements conjoncturels et évolutions structurelles

La digitalisation de la filière se confirme, avec un essor durable du e-commerce, et l'usage de la data comme levier de personnalisation et de fidélisation.

L'œnotourisme a le vent en poupe: visites, dégustations, hébergements, storytelling... répondent à une recherche de sens et d'émotion. Capitaliser sur ce segment peut contribuer à générer du trafic et favoriser la fidélisation.

Enfin, **la transmission devient un défi**: l'inquiétude grandit sur la rentabilité des systèmes, le

renouvellement des générations et la pertinence des investissements, sur fond d'adaptation climatique. Cela affecte nettement la valeur du foncier dans certaines zones et pose également la question des options de diversification.

La filière viticole est en pleine mutation. Les défis environnementaux et économiques à court terme accélèrent une réorganisation structurelle vers des modèles plus qualitatifs, durables et orientés vers un consommateur plus exigeant et responsable. ●

04. Lait : de l'euphorie à la prudence

par **Mélanie RICHARD**, Directrice conseil économique et métier, Conseil national Cerfrance



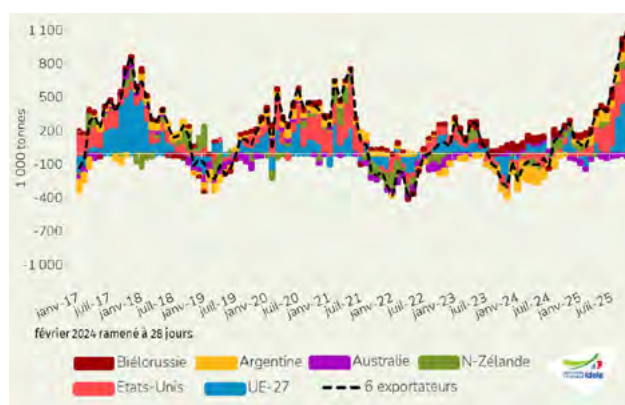
2025 aura été une bonne année pour la production laitière française, mais la chute des cours des ingrédients laitiers doit inciter à la prudence pour 2026.

Hausse généralisée de la production laitière

En hausse depuis mi-2024, la production laitière des principaux exportateurs mondiaux a été particulièrement dynamique sur le second semestre 2025 atteignant des records (+1 million de tonnes/2024 en octobre comme en septembre). La collecte s'est consolidée en Nouvelle-Zélande et a rebondi en Argentine, elle a grimpé aux États-Unis et dorénavant dans l'Union européenne.

Sur les derniers mois, l'UE représente plus de la moitié de la production supplémentaire. Tous les principaux États membres producteurs connaissent des hausses de collecte.

Évolution de la production des 6 principaux exportateurs



Source : GEB-institut de l'élevage d'après sources nationales

La France ne fait pas exception, avec +5,5%/2024 cet automne et une prévision de +2% sur l'année. Cette hausse découle surtout d'une nette augmentation de la productivité alors que le cheptel de vaches laitières continue de reculer (-2,4 %/2024 au 1^{er} novembre). La productivité a été boostée par la bonne

04. Lait : de l'euphorie à la prudence

qualité des fourrages pâturés comme récoltés, et une distribution d'aliment facilitée par leur prix en retrait alors que le prix du lait est resté attractif. La robotisation croissante participe structurellement à renforcer la productivité par vache.

Toutes les régions ont accru leur production cet automne, y compris celles touchées par la FCO (Est et Nord) dont la production, d'abord ralentie, a été dynamisée fin 2025 par les vêlages décalés. En outre, les taux de matières protéiques et grasses du lait se sont nettement renforcés ces derniers mois.

Les disponibilités pèsent sur les prix des commodities laitières

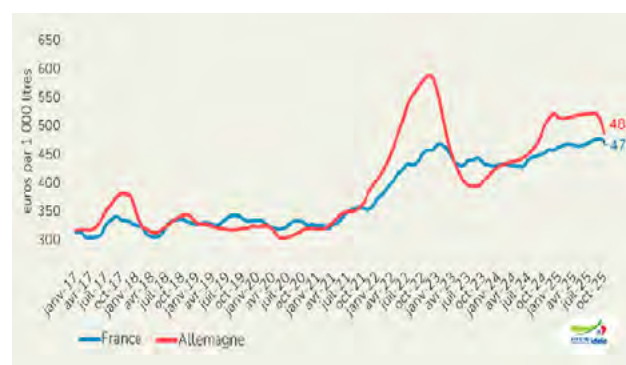
N'ayant pas été anticipée, cette hausse des disponibilités de lait en France a poussé les laiteries à trouver des débouchés moins valorisants et fabriquer davantage de produits stockables (beurre et poudres de lait).

À l'échelle mondiale, **l'offre abondante fait reculer les cours des ingrédients laitiers** : chute marquée pour le beurre (-43 %/2024

en novembre aux US, -18 % en Océanie et dans l'UE) et plus limitée pour la poudre de lait écrémé. Cela fait **baissier la valorisation beurre / poudre**, désormais très en deçà du prix du lait.

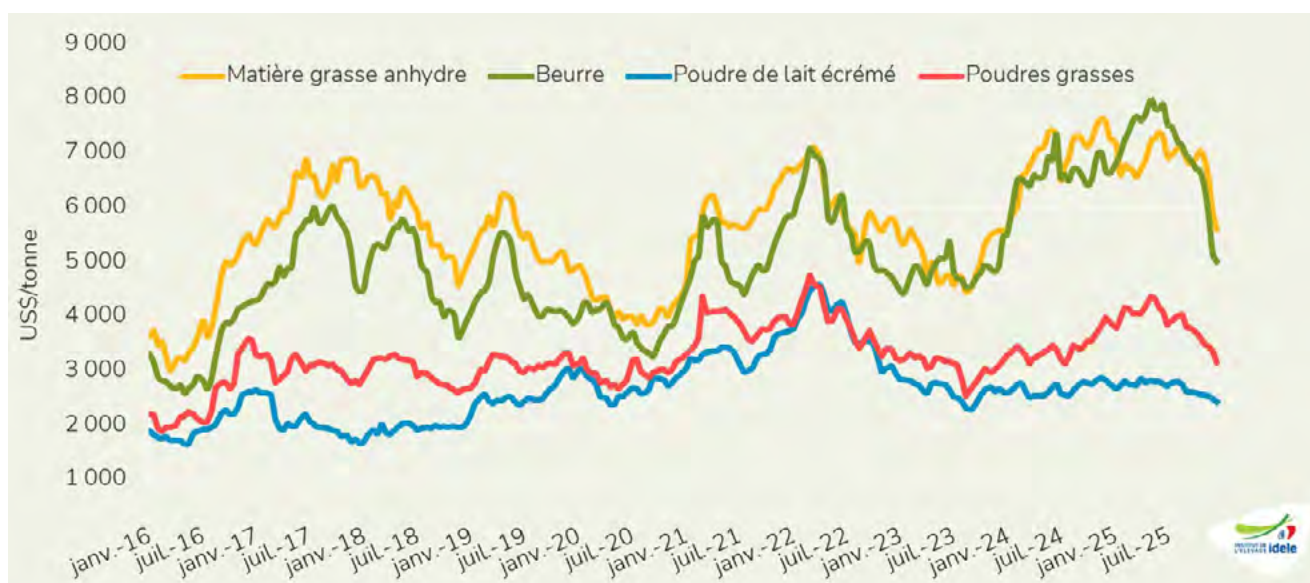
Le prix du lait chez nos voisins européens les plus exposés aux commodities laitières et aux marchés d'exportations (Irlande, Pays-Bas, Danemark) se replie depuis l'été. Le prix allemand recule depuis septembre, se rapprochant du **prix français, plus stable en raison de son mode de fixation et du mix produit moins marqué par les commodities**.

Prix du lait conventionnel standard en France et en Allemagne



Source : GEB-Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer et AMI-ZMB

Prix des produits échangés sur la plateforme Global Dairy Trade



Source : GEB-institut de l'élevage d'après GDT

04. Lait : de l'euphorie à la prudence

Le prix record du lait français en 2025 a permis de bons résultats

Le prix du lait standard conventionnel français s'est consolidé jusqu'en septembre, frôlant les 480 €/1000 l, avant de fléchir sur la fin d'année. **En moyenne sur 2025, il atteint toutefois un record à 465-470 €/1000 l** (le prix moyen réellement payé étant supérieur du fait des bonus matière).

Ce prix élevé et les économies liées à la bonne année fourragère ont permis aux exploitations laitières conventionnelles de dégager en moyenne de bons résultats, supérieurs à l'année précédente.

Plusieurs années de prix du lait solide n'ont pas suffi à dynamiser le secteur au point de compenser les nombreuses cessations liées à la pyramide des âges et aux fortes contraintes inhérentes à la production laitière (investissement lourd, astreinte, charge de travail, gestion de collectifs...). Elles ont toutefois conduit à une **reprise sensible des investissements dans les exploitations laitières**. Cette modernisation peut conforter la production laitière, mais il faudra que les résultats économiques permettent d'amortir ces investissements.



« Les exploitations doivent opter pour une gestion prudente pour 2026 en maîtrisant les coûts. »

Marché sous pression pour 2026

Offre abondante, poursuite de la chute des cours des ingrédients comme de la valorisation via l'exportation intra-UE et difficultés à l'exportation (hausse des droits de douane chinois, concurrence US), vont continuer à **peser sur le prix du lait début 2026**.

Les entreprises laitières annoncent globalement des prix en baisse sensible pour le 1^{er} trimestre et des politiques restrictives sur les attributions de volumes, y compris l'application de pénalités en cas de dépassement des volumes alloués pour la campagne.

Compte tenu de l'importance du marché des produits de grande consommation dans le mix produit français, **le résultat des négociations commerciales entre industriels et grande distribution sera déterminant** pour maintenir une certaine valorisation.

Les exploitations doivent opter pour une gestion prudente pour 2026 en maîtrisant les coûts.

Le retournement actuel du marché pourrait toutefois ne pas s'installer dans la durée. La Rabobank et l'USDA prévoient que la croissance de la production mondiale se tasse en 2026, en raison des marges moins incitatives. La baisse des cours relancerait progressivement la demande. Par ailleurs, en France, la pression sanitaire demeure forte avec la FCO, la MHE et la DNC et rien n'est encore acquis sur la campagne fourragère 2026.

O4. Lait : de l'euphorie à la prudence

Lait bio : la collecte recule, mais transformation et consommation se redressent

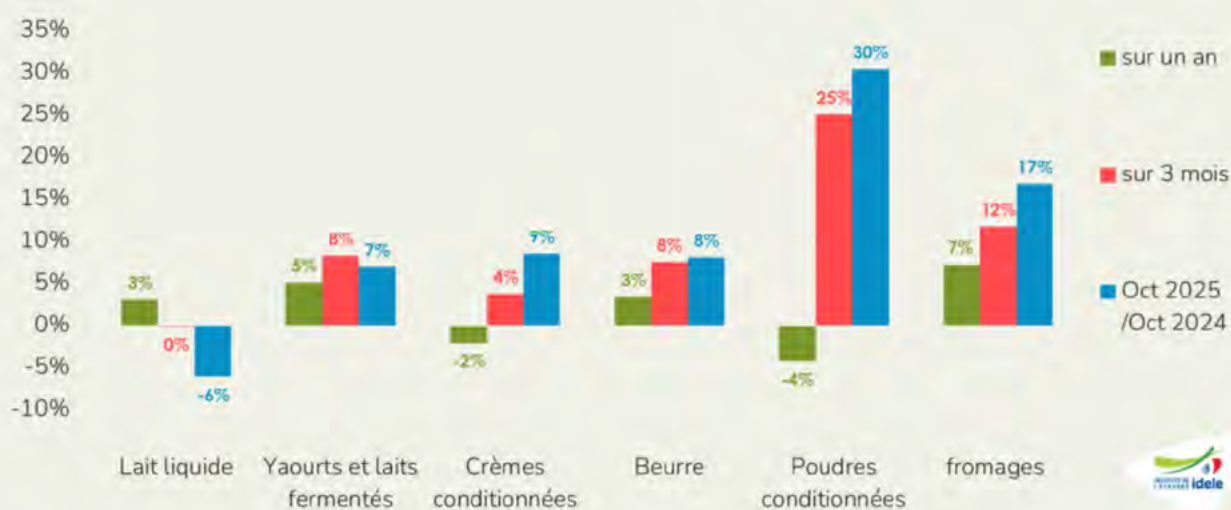
La collecte de lait bio a de nouveau reculé en 2025 dans toutes les régions. Elle atteint 1,125 Mds de litres cumulés en octobre (contre 1,185 en octobre 2024). Sur ce mois, la collecte a toutefois retrouvé le niveau de 2024, du fait de la bonne production fourragère qui a permis de compenser le recul du nombre de livreurs (3 640 livreurs en octobre 2025, soit -7 % sur un an).

Le prix du lait bio est en hausse par rapport à 2024 : il atteint 539 €/1000 l en octobre, soit +17 €/oct. 2024. Sur 12 mois glissants, il est supérieur au prix du conventionnel (520 €/1000 l vs. 490 €/1000 l) mais l'écart reste faible par rapport à l'avant-crise du lait bio où il était de 130 €.

Progrès majeur sur 2025, la fabrication de produits laitiers est en hausse de 3 % par rapport à 2024 en équivalent lait. C'est une première depuis 2021, et permet une légère réduction des déclassements. Ce regain accompagne une tendance à la reprise de la consommation des produits bio, notamment en magasins spécialisés et en restauration collective (10 % des achats de produits laitiers en bio). La reprise a été plus tardive en GMS, mais notable après 4 ans de repli.

Pour 2026, la baisse du nombre de livreurs devrait se poursuivre. Si la reprise de la demande se confirme, on pourrait s'attendre à une amélioration des prix payés aux producteurs et un accroissement de l'écart avec le lait conventionnel. ●

Évolution des fabrications françaises de produits laitiers biologiques



Source : GEB - Idele d'après FranceAgriMer

05. Bovins viande : comment concilier rentabilité immédiate et pérennité de la production ?



par **Guillaume GÉRAUD**, Conseiller d'entreprise, Cerfrance Dordogne

En 2025, la filière bovins viande a profité d'une hausse des prix liée à la rareté de l'offre, améliorant la rentabilité des exploitations. Cependant, décapitalisation et maladies menacent la production future, nécessitant des actions pour stabiliser le cheptel.

Un cheptel en repli profond

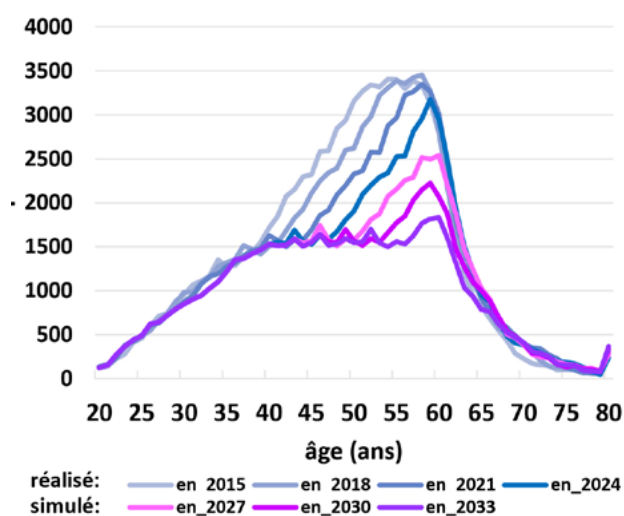
La filière bovins viande connaît une **décapitalisation accélérée depuis 2020**. Le vieillissement massif des éleveurs entraîne des sorties supérieures aux installations qui ne sont plus compensées par l'agrandissement des exploitations restantes. Le cheptel allaitant a déjà perdu plus de 400 000 vaches en cinq ans, et la baisse se poursuit, réduisant les naissances et l'offre de brouillards.

Ce constat ancien (MSA 2016), s'inscrit dans une vague démographique plus large : la population active vieillit et les agriculteurs partent au même rythme que les dirigeants de PME.



Cependant, en bovins viande, le défi est accentué par les faibles niveaux de salariat et d'externalisation. D'ici 2027, 50 % des éleveurs de 2018 auront cessé leur activité. La décapitalisation en vaches allaitantes sera nourrie par ces départs.

Nombre de producteurs par classe d'âge



Source : IDELE à partir de MSA et SPIE-BDNI

Rareté de l'offre, cours solides et progression des revenus

La diminution des naissances se traduit par une contraction visible des abattages. Sur les neuf premiers mois de 2025, les volumes de gros bovins abattus affichent un recul significatif. Le phénomène n'est pas propre à la France : l'Union européenne connaît elle aussi une forte décapitalisation, ce qui limite les possibilités d'ajustement par le commerce international. Les prix élevés observés sur le marché

05. Bovins viande : comment concilier rentabilité immédiate et pérennité de la production ?

communautaire restreignent les importations, tandis que les exportations françaises restent soutenues, contribuant à maintenir un climat de tension.

La rareté actuelle se répercute sur les prix, qui atteignent des niveaux historiquement élevés dans toutes les catégories, offrant aux éleveurs des perspectives de revenus nettement améliorées après des années de faibles marges. **La progression des revenus dans la plupart des systèmes** peut constituer une incitation à produire davantage et donc favoriser une dynamique de recapitalisation. Certains éleveurs pourraient aussi en profiter pour revaloriser leur travail et reconstituer la marge de sécurité de l'exploitation.

Toutefois, **cette amélioration reste contrastée : elle dépend de la capacité à produire des kilos de viande et du mode de production.** Les exploitations engagées dans des cycles d'élevage longs peuvent en effet continuer de subir les effets de la baisse de fertilité liée aux maladies vectorielles.

Une production limitée jusqu'en 2028

Les travaux de modélisation de l'Idele – intégrant la démographie des éleveurs, les niveaux de reproduction et la mortalité – montrent que la production de viande bovine devrait continuer à reculer au moins jusqu'en 2028. Même dans l'hypothèse d'une amélioration sanitaire rapide, **les effets retardés des difficultés de reproduction observées en 2023-2025 se feront sentir plusieurs années.** Les génisses conservées pour compenser les pertes n'ont pas vélé comme prévu, repoussant l'abattage d'une partie du renouvellement et provoquant un déficit supplémentaire de femelles. Les jeunes bovins, dont la disponibilité était déjà affaiblie par la baisse des naissances, se raréfieront encore en 2026-2027.



Des maladies émergentes aux effets durables

Depuis la fin de 2023, la filière fait face à une succession d'épisodes sanitaires particulièrement déstabilisants. La maladie hémorragique épizootique (MHE), suivie de différents sérotypes de fièvre catarrhale, a provoqué une surmortalité notable dans les troupeaux allaitants. La propagation a été rapide dans les premiers départements touchés. Elle est désormais diffuse et persistante. **La fertilité diminue dans les élevages contaminés, avec des retards de mise à la reproduction et des échecs accrus.** La mortalité néonatale s'est également intensifiée, notamment dans les régions frappées par la FCO-3. Le développement récent de cas de DNC (dermatose nodulaire contagieuse) inquiète également. Ces épisodes, vécus comme une succession de chocs, affectent profondément le fonctionnement des élevages.

05. Bovins viande : comment concilier rentabilité immédiate et pérennité de la production ?

Des enjeux stratégiques pour la souveraineté viande

La succession des chocs sanitaires, combinée à la baisse structurelle du nombre d'éleveurs, place la filière bovins viande dans une situation inédite. **La disponibilité d'animaux pourrait devenir un facteur limitant majeur** pour l'amont comme pour l'aval.

Dans ce contexte, la stabilisation du cheptel apparaît comme un défi central. La rétention de femelles, qui implique un frein temporaire des sorties, constitue l'un des seuls moyens d'éviter une accélération incontrôlée de la

baisse de production. **Le renforcement de l'engraissement sur le territoire devient également stratégique**, dans un contexte où les disponibilités européennes s'amenuisent.

De plus, le projet d'accord Mercosur pose la question d'importations pouvant être majoritairement constituées de pièces nobles, susceptibles de déséquilibrer la valorisation économique de l'ensemble de la carcasse et de fragiliser les équilibres de la filière.

Enfin, la maîtrise sanitaire, reposant sur des dispositifs de surveillance, de prévention et d'accompagnement technique, sera déterminante pour contenir les pertes et sécuriser les perspectives des éleveurs. ●



06. Fièvre dans la filière porcine

par **Anne BRAS**, Chargée d'études, Cerfrance Bretagne

Après trois bonnes années, la filière porcine voit surgir une crise de marché. Les volumes dans l'Union européenne sont remontés alors que la demande intérieure reste calme. En parallèle, la mise en place de surtaxes en Chine, et l'arrivée de la fièvre porcine en Espagne font flancher les cotations européennes. La baisse du prix de l'aliment ne suffit plus à maintenir les marges.

L'offre de l'UE rebondit

Après deux années de fortes baisses (2022-2023) et une stabilisation en 2024, les abattages européens se consolident. À l'augmentation du nombre de porcs abattus (+1,5 % sur 9 mois), s'ajoute un alourdissement des carcasses. L'évolution est la plus marquée en Espagne (+ 4,7 %). Confronté à une surcapacité dans ses abattoirs, le pays réussit, grâce à ses cotations élevées, à importer des animaux vivants de toute l'Union européenne, notamment de France.

Le prix du porc chute depuis l'été

Le prix du porc commence à baisser en juillet, à partir de l'Europe du Nord. La saison des barbecues se révèle moins favorable que de coutume, et les fortes chaleurs, en particulier en Espagne, perturbent le fonctionnement des abattoirs.



06. Fièvre dans la filière porcine

Sur le plan du marché extérieur, le renforcement de l'euro face au dollar joue en défaveur de l'UE. **Le Brésil devient un concurrent majeur** sur le marché asiatique grâce à ses faibles coûts de production. Il parvient notamment à détrôner l'Espagne comme premier fournisseur de viande aux Philippines.

La Chine surtaxe le porc européen

Début septembre, la Chine annonce l'application de surtaxes aux entreprises porcines européennes, suite au rapport préliminaire de l'enquête antidumping ouverte en juin 2024 contre l'Union.

À partir du 10 septembre, un **dépôt de garantie, calculé sur la base de la valeur des marchandises**, est exigé par les douanes chinoises. Les taux atteignent 15 à 60 % selon les entreprises, les françaises se voyant taxées autour de 20 %. Le 16 décembre, la Chine annonce finalement des droits allant de 4,9 à 19,8 % pour cinq ans. **La France est parvenue à faire entrer toutes ses entreprises exportatrices de viandes et d'abats de porc dans la liste des « entreprises coopérantes », limitant ainsi la taxe à 9,8 %.**

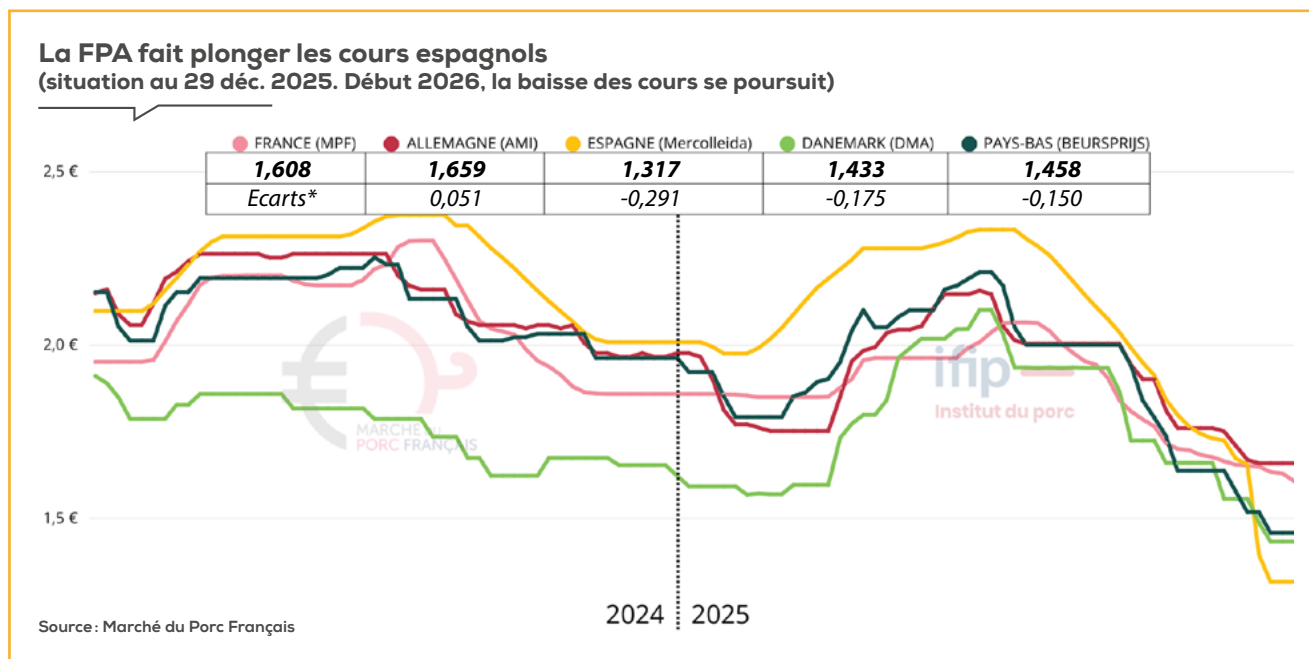


« La FPA en Espagne fait craindre un engorgement du marché européen et la baisse de l'ensemble des cours. »

La fièvre porcine africaine (FPA) débarque en Catalogne

Trente ans après sa disparition du pays, la FPA réapparaît en Espagne en novembre 2025, sur des sangliers. À la mi-décembre, 13 cas ont été découverts près de Barcelone, tous dans un rayon de 20 km, lequel compte environ 39 élevages. Alors que la **Catalogne est la 4^e région productrice de porc en Europe, et que près de 50 % de la production nationale est exportée**, l'événement provoque un séisme. La fermeture immédiate de certains marchés (Japon, Philippines...) conduit la cotation ibérique à dévisser de 20 centimes en une semaine. Des accords de régionalisation, notamment avec la Chine, permettent la reprise des exports à partir des régions non touchées par la FPA. Malgré tout, anticipant un report dans l'UE des volumes non expédiés sur pays tiers, les cours européens s'orientent à la baisse. À la mi-décembre, l'Allemagne et la France, autosuffisantes à respectivement 99 % et 123 %, résistent mieux que le Danemark (437 %) et les Pays-Bas (290 %) qui fournissent l'Espagne en porcelets. **Un engorgement du marché européen, déjà excédentaire, est probable, laissant présager la baisse de l'ensemble des cours.** En 2020, lors de l'apparition de la FPA en Allemagne, la Chine importait massivement, son cheptel ayant lui-même été décimé par la FPA. **Le début d'année 2026 sera déterminant dans l'orientation des marchés.**

06. Fièvre dans la filière porcine



La décrue du prix de l'aliment sauve les marges jusqu'à l'automne...

Dans un contexte de récoltes satisfaisantes voire abondantes, tant côté céréales que protéines, le prix de l'aliment continue la décrue amorcée en 2023. La marge sur coût alimentaire se contracte malgré tout depuis plusieurs mois du fait de la baisse du prix du porc.

...mais depuis novembre, le prix du porc ne couvre plus le coût de revient moyen

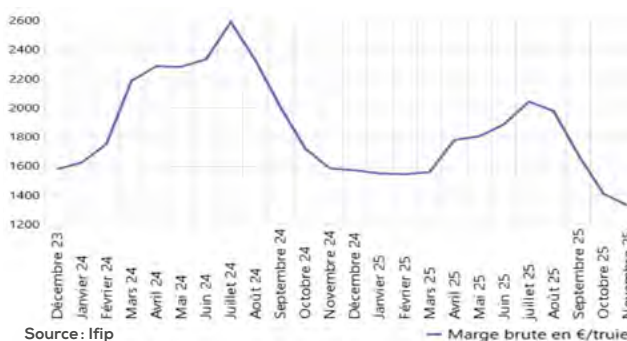
Le Cerfrance Bretagne constate un point de bascule en novembre. Le prix du porc ne permet plus de couvrir l'ensemble des charges – donc le coût de revient* – des exploitations spécialisées porcines.

L'Ifip arrive aux mêmes conclusions, avec une marge sur coût alimentaire et renouvellement tombée à 1330 € par truie, soit le niveau de janvier 2023.

* Intégrant une rémunération de la main-d'œuvre non salariée à hauteur de 2 Smic, du foncier en propriété et des capitaux propres au taux du Livret Développement Durable + 1 point

La marge brute par truie retrouve le niveau de janvier 2023.

Indicateur de marge brute de l'élevage (€/truie)



Situation financière saine pour affronter la crise

Les exploitations porcines entrent dans une crise de marché avec une situation financière globalement solide. En moyenne, les trésoreries nettes globales sont positives depuis plus de deux ans, et les taux d'endettement tombés en dessous de 60 %. Cela devrait donner aux élevages une certaine capacité de résistance. À condition que la crise ne s'installe pas dans la durée et surtout, que la FPA ne traverse pas la frontière !

06. Fièvre dans la filière porcine

Porc bio, où s'arrêtera la chute de consommation ?

Avec des coûts de production largement supérieurs à ceux du conventionnel, le porc a pris de plein fouet la crise du bio lors de la période inflationniste. Et la situation ne se redresse pas. Sur les trois premiers trimestres 2025, les ventes de charcuteries bio en GMS ont globalement reculé de plus de 3 % en volume et de plus de 9 % en valeur contre une hausse des volumes de 2 % en conventionnel. Seuls les « jambons cuits et épaule » et rôtis de porc tirent leur épingle du jeu.

Source Agence bio – novembre 2025

En réponse, les groupements ont demandé à leurs producteurs de réduire de 20 à 30 % leur production, position intenable pour les récents investisseurs. La vente directe, le passage au Label Rouge ou l'arrêt complet ont été les seules solutions, car les installations, très spécifiques au bio, ne peuvent pas être rentabilisées en système conventionnel. Et ce, malgré les cotations élevées du porc non bio entre 2022 et 2024. Le porc bio en filière longue a décidément bien du mal à trouver sa voie. ●

07. Une filière avicole dynamique mais soumise à des contraintes

par **Laura PERRIN**, Chargée d'études, Cerfrance Bretagne



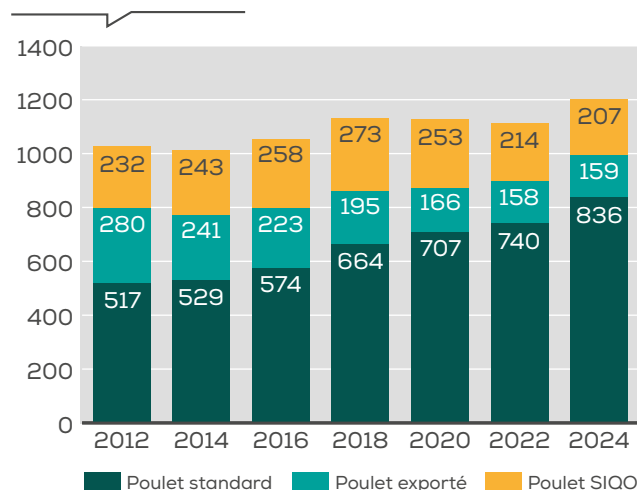
La filière avicole reste portée par une forte demande en poulet et en œufs, mais la production peine à suivre en raison de plusieurs contraintes (IAHP, concurrence des imports, hausse du prix des poussins), entraînant un marché tendu, des prix records et une volonté d'investir pour accroître les capacités de production. Les producteurs, majoritairement sous contrat, ne tirent pas toujours bénéfice de la bonne conjoncture.

Production record en France en 2024

La France a enregistré une production record de poulet en 2024, avec des perspectives encore orientées à la hausse en 2025. Sur les sept premiers mois de 2025, la production de volailles de chair progresse de 2 % par rapport à la même période de 2024.

Cette croissance est tirée par la production de poulet (+4,9 %) tandis que celle de canard à rôtir recule nettement (-28,7 %); celles de dinde, pintade et canard gras restent globalement stables.

Évolution de la production française de poulet (1000 téc)



Source : Cerfrance Bretagne d'après ITAVI

07. Une filière avicole dynamique mais soumise à des contraintes



La production française s'oriente de plus en plus vers le poulet standard (à croissance rapide). Celui-ci représentait 50 % de la production totale en 2012 ; il en constitue désormais 70 %. Cette progression s'effectue au détriment des poulets destinés à l'exportation, mais aussi de ceux sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO), tels que le Label Rouge et le Bio.

Les mises en place de poulets Label Rouge et Bio restent toutefois encourageantes pour 2025, avec des hausses attendues respectivement de 8 % et 10 %.

Flambée du prix des œufs à couver et des poussins

Sous l'effet d'une demande mondiale soutenue et d'une offre en recul, les prix des œufs à couver (OAC) augmentent fortement. Entre mars 2024 et mars 2025, le prix moyen est passé de 22,45 € à 27,58 €/100 œufs, soit +22 % en un an. Le marché a été tout aussi tendu en 2025.

Bien que la France soit le deuxième producteur européen d'OAC (derrière la Pologne), ses importations ont progressé de 37 % en 2024, accompagnées d'une hausse des prix de 40 %. Ces importations concernent principalement les souches de poulets à croissance rapide, en

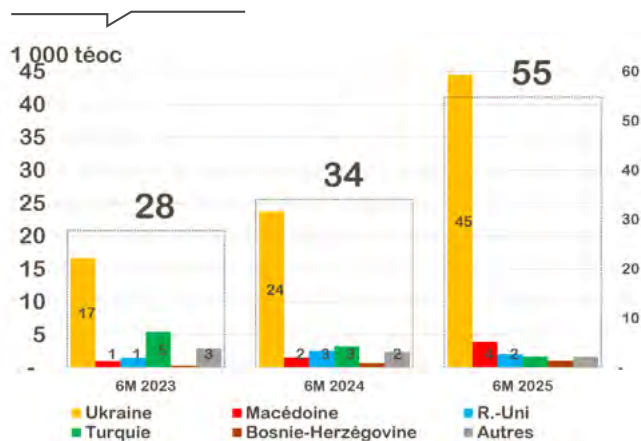
provenance de Pologne et des États-Unis. En parallèle, la France exporte des OAC issus d'espèces diversifiées telles que la dinde, le canard, la pintade ou encore les souches de poulets à croissance lente.

Cette augmentation du prix des OAC se répercute sur l'ensemble de la filière : le prix du poussin progresse de 6 %, entraînant à son tour une hausse du coût de production du poulet de 3 %. Par ailleurs, le manque d'OAC provoque parfois une indisponibilité des poussins, obligeant certains opérateurs à allonger les vides sanitaires dans les élevages.

Des importations records en œufs coquille

Les importations d'œufs coquille poursuivent leur progression au sein de l'UE. Sur les six premiers mois de 2025, elles affichent une hausse de 61 % par rapport à la même période en 2024. Plus de 80 % de ces volumes proviennent d'Ukraine, dont les exportations vers l'UE ont été multipliées par quatre en deux ans. La part de ces importations sur la consommation reste négligeable (1 %).

Évolution des importations d'œufs coquille dans l'Union européenne



Source : ITAVI d'après TDM

07. Une filière avicole dynamique mais soumise à des contraintes

En France, la tendance est similaire : les importations d'œufs coquille ont augmenté de 12,3 % sur la même période. Ces œufs proviennent majoritairement d'autres pays membres de l'UE, notamment l'Espagne, la Pologne, les Pays-Bas et la Belgique.

À l'inverse, les exportations françaises d'œufs coquille ont reculé de 9 %.

La différence de prix entre l'œuf cage et l'œuf bio se réduit

En 2022, sous l'effet de l'inflation, le prix des œufs a augmenté. Les œufs issus de poules élevées en cage (code 3) ont alors regagné en attractivité grâce à leur coût d'achat plus faible. La hausse de la demande, combinée à une offre limitée, a entraîné une progression plus marquée de leur prix par rapport aux autres segments. Alors que le marché des œufs tend à se stabiliser en 2025, le prix des œufs code 3 poursuit sa hausse.

Cette évolution induit une réduction de l'écart des prix entre les différents modes de production des œufs : en 2021, le prix des œufs biologiques (code 0) était 2,5 fois supérieur à celui des œufs code 3, contre 1,9 fois en juillet 2025. De même, les œufs Label Rouge sont passés d'un rapport de 2,2 à 1,5 sur la même période.



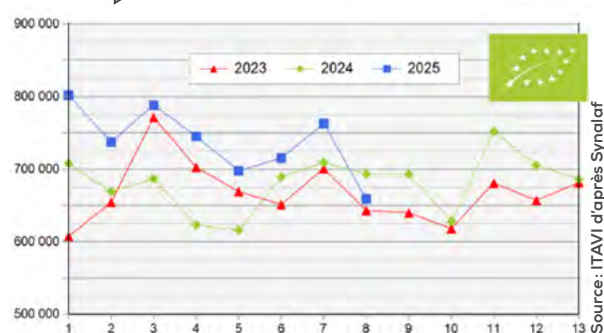
« Dans un objectif de reconquête de la souveraineté alimentaire, la filière avicole souhaite relancer les investissements dans les capacités de production. »

La consommation d'œufs bio progresse

Sur les sept premiers mois de 2025, comparativement à la même période en 2024, la consommation d'œufs biologiques a progressé de 3,8 %, malgré une hausse modérée des prix de 0,9 %. Cette dynamique s'explique notamment par le manque de disponibilité des autres segments.

Toutefois, la production peine à suivre cette augmentation de la demande. Le cheptel français de poules pondeuses biologiques a en effet reculé de 15,4 % depuis 2022, tandis qu'un cadre réglementaire particulièrement contraignant freine l'installation de nouveaux producteurs.

Évolution des mises en place de poulets bio en filières organisées



07. Une filière avicole dynamique mais soumise à des contraintes

L'IAHP de retour en France

En France, entre le 1^{er} août 2025 et le 5 janvier 2026, 107 foyers d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) ont été détectés en élevage. La France a donc été placée en risque élevé depuis le 22 octobre 2025.

Objectif de la filière : construire de nouveaux bâtiments

Face à la hausse de la demande en œufs et en viande de volaille, et dans un objectif de reconquête de la souveraineté alimentaire, la filière avicole souhaite relancer les investissements dans les capacités de production.

Ainsi, le Comité National pour la Promotion de l'Œuf (CNPO) annonce 300 millions d'euros d'investissements pour la construction de 300 poulaillers neufs d'ici 2030.

En volaille de chair, plusieurs opérateurs majeurs (dont Terrena, LDC, La Cavac, Unéal

et le groupe Michel) ont engagé des projets de construction. Si l'ensemble des engagements annoncés se concrétise, environ 400 nouveaux bâtiments d'élevage pourraient voir le jour à l'horizon 2030.

La consommation de volaille bio en recul face à la hausse des prix

Sous l'effet de la hausse des prix, une partie des consommateurs réguliers de volaille biologique s'est progressivement reportée vers la volaille sous Label. Ainsi, sur les sept premiers mois de 2025, par rapport à la même période en 2024, les achats des ménages ont reculé de 21 % pour les découpes de volaille bio et de 16,8 % pour les poulets bio prêts à cuire. Dans le même temps, les prix de ces produits ont augmenté, respectivement de 13,6 % et de 2,7 %.

Toutefois, la progression des mises en place de poulets biologiques début 2025 (+10 % par rapport à la même période de 2024) laissait entrevoir une possible reprise de la consommation dans les mois à venir. ●



Conseil National du Réseau CERFRANCE
18 rue de l'Armorique 75015 PARIS
Tél. + 33 (0) 1 56 54 28 28
www.cerfrance.fr

Directeur de la publication : Benoît Hureau

Rédactrice en chef : Mélanie Richard

Membres du comité de rédaction : Xavier Beaufigli, Anne Bras, Eléonore Disse, Guillaume Géraud, Cécile Granier-Almayrac, Michel Lagahe, Loïc Paillard, Laura Perrin, Mélanie Richard, Mathilde Schryve.

Réalisation : Les P'tits Papiers

Crédit photo : © AdobeStock, © Freepik